

<https://journal.alternatives.ca/50-ans-d-aide-internationale>



50 ans d'aide internationale

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2003 - Volume 11 - No. 03 -

Publication date: lundi 18 octobre 2004

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Depuis 1960, les pays riches ont consacré près de 5000 milliards de dollars US au développement international. Malgré cela, les Nations unies rapportaient en 2003 que près de la moitié de l'humanité vivait avec moins de 2 dollars US par jour. Après 50 ans d'aide internationale, où en sommes-nous ?

« L'industrie » de l'aide, composée de gouvernements, d'institutions financières internationales, d'agences d'aide bilatérales et d'organisations non gouvernementales (ONG), s'entend pour dire que les 50 dernières années ont produit des résultats fort en deçà des espérances pour les populations les plus pauvres de la planète. Dans des régions du monde comme l'Afrique sub-saharienne, certains indicateurs de développement économique et humain auraient même reculé depuis 1960 !

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce constat somme toute assez désolant. D'abord, l'aide internationale a davantage été utilisée pour servir les intérêts commerciaux et la politique étrangère des pays développés, subventionnant indirectement les entreprises des pays du Nord. En 2001, le comité d'aide au développement de l'OCDE estimait qu'au moins 20 % de l'aide internationale revenait encore aujourd'hui aux entreprises des pays donateurs sous forme de lucratifs contrats pour les entreprises et leur manne de consultants.

Roy Culpeper, président de l'Institut Nord-Sud, un think tank en affaires internationales basé à Ottawa, affirme d'autre part que « l'aide internationale a souvent été plutôt désorganisée et a offert des solutions partielles à des problèmes complexes : on a trop souvent construit des écoles sans toutefois se demander si les gouvernements des pays en développement pouvaient fournir les livres et les professeurs nécessaires à l'éducation des jeunes ! ». Pour que le développement fonctionne de façon durable, soutient-il, les citoyens des pays sous-développés doivent avoir un accès minimal aux soins de santé et à l'éducation de base, un régime juridique assurant un minimum de droits humains et civiques, un gouvernement transparent et agissant pour le bien-être de ses citoyens, tout en garantissant des conditions environnementales raisonnablement saines. Or, avec les crises financières qui se sont succédées un peu partout sur la planète dans les années 90 (Mexique, Russie, Asie, Brésil, Argentine, etc.), ces fondements micro-économiques du développement durable ont été mis de côté au profit d'impératifs de nature plutôt macro-économique, dans l'espoir de trouver des solutions pour aider ces pays à se sortir des crises financières qui allaient bouleverser leur économie. C'est ce qui a amené plusieurs économistes, dont le prix Nobel Joseph Stiglitz, et de nombreux militants et ONG à critiquer la vision incohérente de l'industrie de l'aide dans les années 80 et 90.

Incohérences ?

Ainsi, en 2000, la Banque mondiale a évalué que les pays à faible revenu ont remboursé plus de 100 milliards de dollars US aux pays riches en intérêts sur leur dette publique, soit cinq fois plus que ce qu'ils avaient reçu en aide internationale cette année-là ! Alors que près du tiers du budget de ces pays était toujours voué au remboursement de la dette, trop peu d'argent était investi dans des secteurs comme la santé et l'éducation, secteurs pourtant essentiels à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté !

Dans le même ordre d'idées, l'échec de la dernière conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun en septembre 2003 a démontré toute l'importance des questions agricoles pour les pays en développement - et des incohérences entre les politiques agricoles des pays développés et leurs politiques d'aide au développement. C'est que bon an mal an, les pays membres de l'OCDE consacrent plus de 330 milliards de dollars US sous différentes formes de subventions pour leur propre industrie agricole, soit six fois plus d'argent que le montant investi dans l'aide au développement ! Autant d'argent qui vient restreindre l'accès des pays

sous-développés aux marchés agricoles mondiaux, un des seuls saluts pour les milliards d'agriculteurs vivant dans les pays du Sud.

Un vent de changement ?

Vis-à-vis des progrès économiques décevants pour la plupart des pays sous-développés, les pays donateurs et institutions financières internationales ont implicitement reconnu, au tournant du millénaire, leur part de responsabilité et ont recentré leurs priorités en matière de développement sur un modèle plus durable, directement voué à la réduction de la pauvreté. Un modèle où les pays du Sud sont passés d'un statut de « bénéficiaires » à un statut de « partenaires » de l'aide internationale. Certaines initiatives, financées par les pays riches, viennent soutenir l'idée que l'industrie de l'aide est en pleine mutation. Ainsi, la réduction des dettes publiques pour les pays pauvres très endettés, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de 2001 (NPDA), les Objectifs de développement du millénaire (ODM), sans oublier l'élaboration de « Stratégies nationales de réduction de la pauvreté », ont complètement transformé les façons de faire des acteurs de l'aide internationale. Ce qui fait dire à François Bourguignon, économiste en chef de la Banque mondiale, que « pour une fois, l'industrie de l'aide s'entend sur la recette à appliquer pour assurer un développement durable : on sait ce qu'on doit faire et comment le faire. Il manque seulement une volonté politique au Sud et du financement au Nord ! »

Or, David Sogge, auteur du livre *Les mirages de l'aide internationale* et professeur membre du Transnational Institute d'Amsterdam, nous met toutefois en garde vis-à-vis de cet élan positiviste en soulignant que l'histoire de l'aide internationale voit apparaître de nouvelles « modes du développement » à toutes les décennies et ce, depuis 1960. « Le danger actuel est que l'on soit au début d'un nouveau cycle, et que l'on se rende compte seulement dans 10 ou 20 ans que le modèle de développement proposé aux pays pauvres n'était pas bon. » Et peut-être n'aurons nous pas l'occasion d'attendre aussi longtemps.

Certes, le mode unilatéral adopté par le gouvernement américain et la fragmentation de la communauté internationale sur des questions liées à la sécurité, au commerce et à l'environnement, menaceraient les récents efforts entrepris en ce qui a trait à « l'harmonisation » de l'aide au développement international. Déjà loin dans les priorités politiques des pays riches, la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale par le biais de l'aide au développement pourrait ainsi se voir amputée de précieuses ressources financières et politiques dans les années à venir, des ressources pourtant bien essentielles à la survie des plus pauvres de la planète...